

Engagement et créativité des traducteurs m̀̀d̀̀mb̀̀ au Cameroun

Le CEPOM et la correction de l'histoire

Engagement and Creativity of M̀̀d̀̀mb̀̀ Translators in Cameroon

CEPCOM and the Correction of History

Cyrille Ndjitat Tatchou

Volume 3, Number 5, 2024

Écrire et (auto)traduire des langues minoritaires : engagement et créativité
Writing and (Self)-translating Minority Languages: Engagement and Creativity

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1115664ar>

DOI: <https://doi.org/10.29173/af29527>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

University of Alberta, Department of Modern Languages and Cultural Studies

ISSN

1916-8470 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Tatchou, C. (2024). Engagement et créativité des traducteurs m̀̀d̀̀mb̀̀ au Cameroun : le CEPOM et la correction de l'histoire. *Alternative francophone*, 3(5), 143–157. <https://doi.org/10.29173/af29527>

Article abstract

The intricacies of one-way globalization, whether real or imagined, are likely to provoke reactions that fall within the scope of what has come to be known as “cultural exception.” When it comes to languages, the conveyor par excellence of cultures, linguistic rights underpin all initiatives aimed at safeguarding and enhancing ecolinguistic niches in particular. The promoters of the Medumba language (m̀̀d̀̀mb̀̀) in Cameroon have stepped into this breach. Creativity in awareness-raising, standardization, teaching, terminology work, translation operations and popularizing usage unveils the committed momentum of the Comité de langue et d'étude pour la production des œuvres m̀̀d̀̀mb̀̀ (CEPOM).

© Cyrille Ndjitat Tatchou, 2024



This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Engagement et créativité des traducteurs màdûmbà au Cameroun : le CEPOM et la correction de l'histoire

 alternative francophone
pour une francophonie en mode mineur

DOI : <https://doi.org/10.29173/af29527>



Cyrille Ndjitat Tatchou

cyrille.tatchou@translators.be

Chambre belge des traducteurs et interprètes (CBTI)

Résumé. *Les méandres d'une mondialisation à sens unique, supposée ou réelle, sont de nature à susciter des réactions rentrant dans ce qu'il est désormais convenu de nommer « exception culturelle ». Sur le plan des langues, véhicules par excellence des cultures, les droits linguistiques sous-tendent toutes les initiatives visant à sauvegarder et à valoriser des niches écolinguistiques, particulièrement. C'est dans cette brèche que s'engouffrent les promoteurs de la langue medumba (màdûmbà) au Cameroun. La créativité dans la sensibilisation, la standardisation, l'enseignement, les travaux terminologiques, les opérations traductives et la vulgarisation de l'usage dévoile l'élan engagé du Comité de langue et d'étude pour la production des œuvres màdûmbà (CEPOM).*

Mots clés : CEPOM; màdûmbà; créativité; engagement; écotraduction

Abstract. *The intricacies of one-way globalization, whether real or imagined, are likely to provoke reactions that fall within the scope of what has come to be known as “cultural exception.” When it comes*

to languages, the conveyor par excellence of cultures, linguistic rights underpin all initiatives aimed at safeguarding and enhancing ecolinguistic niches in particular. The promoters of the Medumba language (màdûmbà) in Cameroon have stepped into this breach. Creativity in awareness-raising, standardization, teaching, terminology work, translation operations and popularizing usage unveils the committed momentum of the Comité de langue et d'étude pour la production des œuvres màdûmbà (CEPOM).

Keywords: CEPOM; màdûmbà; creativity; engagement; ecotranslation

INTRODUCTION

Le màdûmbà est une langue qui ne joue pas avec son existence. Des gens ont perdu la vie pour la défense de cette langue màdûmbà ! (Nkwilang)

Au Cameroun, ils sont déjà fort nombreux, ceux qui pensent qu'il y a lieu de remettre sur orbite les langues camerounaises. Face à une politique de langue largement exogène, corollaire évident d'une décolonisation inachevée, des initiatives endogènes sont prises par des communautés locales à l'effet de promouvoir et de valoriser leurs langues respectives. Dans une cartographie linguistique institutionnellement inégalitaire, avec des politiques de langue et de traduction largement exogènes, des acteurs portés vers une certaine correction de l'histoire font montre d'engagement et de créativité. On trouve cet idéal par exemple chez des linguistes originaires du pays bamiléké, sur les hauts plateaux de l'Ouest camerounais, où une politique linguistique parallèle — ou complémentaire — vise depuis des décennies à renforcer les capacités de la langue màdûmbà¹ précisément. Au-delà de l'alphabétisation ou de l'enseignement de cette langue dite proto-bantou, le Comité de langue et d'étude pour la production des œuvres màdûmbà (CEPOM) a fait des pratiques traductives — des travaux terminologiques notamment — la clé de voûte de la mission qu'il s'est assignée dans la tour de Babel camerounaise.

270 langues locales estampillées « langues nationales », deux langues européennes érigées en « langues officielles », une *lingua franca* véhiculaire (le pidgin-English) et des parlers hybrides (chez les jeunes) : voilà le tableau linguistique fragmenté du Cameroun (Eberhard et al.). Cela dit, l'observateur averti notera l'étrangeté liée au fait que ce sont deux langues... étrangères (le français et l'anglais) qui font figure de langues officielles exclusives au pays des Baka, des Bantou, des Foulbés et autres descendants de l'ancienne civilisation Sao. Cette donne paraît d'autant plus curieuse que le peuple camerounais est composé de plus de 250 groupes ethniques aux civilisations millénaires ! L'histoire récente aurait-elle eu raison de l'histoire ancienne, au point où l'héritage linguistique ancestral aurait maille à partir avec l'héritage linguistique colonial ? De braves linguistes — notamment ceux du CEPOM — trouveront cette question rhétorique, puisque la situation dont l'étrangeté est mise en relief ici constitue sans doute une atteinte au bon sens.

¹ Lire/medumba/.

LA DÉCOLONISATION INACHEVÉE ET LE TRADUIRE EXOLINGUE

Grâce à l'archéolinguistique, il est de plus en plus admis que le Cameroun regorge de bien de vestiges — culturels et linguistiques — de la présence ancienne de l'homme sur son territoire. Il y a deux grands groupes de locuteurs anciens qui ont été formellement identifiés : il s'agit des Sao et des Bantou aux modes de vie étalés sur au moins 5000 ans (Essomba) — et donc largement antérieures aux visées impérialistes occidentales actées dès le 15^e siècle. En outre, ce sont les flux migratoires subséquents (bantou notoirement) couplés à la sédentarisation qui auraient généré le puzzle ethnico-linguistique actuel (Bostoen et Grégoire). La gestion jugée laborieuse de cette mosaïque logée au cœur de l'Afrique, avec un impact direct sur le choix des langues de travail des traducteurs professionnels, serait liée à cette fragmentation d'origine très lointaine, mais pas seulement : la période de l'influence occidentale couvrant l'ère dite coloniale² tend à dévoiler, grâce à la documentation des faits, une certaine ambiguïté dans l'interaction entre les langues indigènes et les langues des visiteurs arrivés par bateau, sans invitation.

L'AMBIGUË AVENTURE LINGUISTIQUE DES LOCUTEURS CIVILISATEURS

Les Portugais sont les premiers à débarquer, en 1471, sur les côtes camerounaises³, notamment l'estuaire du fleuve Wouri. Impressionnés par l'abondance des crustacées dans cette eau paisible et salée, ils baptisent ledit fleuve *Rio dos camarões* (littéralement, « la rivière aux crevettes »). Plus tard, les Espagnols arrivent, prennent connaissance de l'appellation portugaise et la traduisent en leur langue : *rio de los camarones*. C'est le dernier élément du groupe nominal (*camarones*) qui servira de nom de baptême à l'ensemble de la côte, incluant les cantons duala et les environs. Portugais et Espagnols marqueront à jamais l'histoire du territoire : *camarões* → *camarones* → *cameroons* → *Cameroun/Cameroon*.

Il y a antérieurement eu des contacts entre les royaumes locaux et l'extérieur (troc, batailles, conquêtes, esclavage, etc.) notamment avec le monde islamique ; mais c'est le contact avec l'Occident qui constitue le fait historique à partir duquel l'élaboration de l'état des lieux linguistique fait polémique, appelant subséquemment à une correction de l'histoire : au détriment des langues locales, ce sont deux langues occidentales qui sont aujourd'hui les seules langues officielles au pays des Bantou et des descendants Sao — tandis que joue à l'équilibriste le pidgin-anglais, une *lingua franca* quasiment véhiculaire, assurant bien sa fonction de communication, notamment au sein des comptoirs commerciaux. Cela étant, la gestion du télescopage entre langues européennes et langues indigènes devient, évidemment, un élément primordial de l'administration des territoires conquis. Bien qu'ayant à quelques exceptions près les mêmes visées stratégiques, les administrations allemande, britannique et française appliqueront sur le territoire des politiques de langue avec chacune sa spécificité.

MOLLE GERMANISATION AU KAMERUN

² Uniquement à titre indicatif, puisque le Cameroun n'a jamais été une « colonie », au sens formel du terme.

³ Jusqu'ici, le nom « Cameroun » n'existe pas et, donc, ne renvoie toujours pas à une entité juridique avérée.

N'étant pratiquement pas impliqués dans les activités commerciales incluant la traite des esclaves sur les côtes *camerounaises* — à l'opposé des Anglais et des Français — les Allemands se font par la suite actifs. Prenant appui sur les Traités germano-duala (les deux accords de Protectorat, *Schutzgebiet*) les Allemands vont se lancer « dans la conquête de l'intérieur du pays avec des expéditions militaires » (Kanmogne 18). Ainsi débute une aventure mouvementée où l'alliance cède rapidement le pas à la défiance. Les combats entre *Kamerunais* et Allemands fécondent l'esprit nationaliste des locaux, même si ce sont les hommes du Reich qui sortent victorieux, au bout du compte. Cette victoire allemande marque la naissance du statut international du territoire, puisque « l'Allemagne administrera ce territoire jusqu'en 1916, créant de toutes pièces le Kamerun moderne » (Kanmogne 18).

Ce *Kamerun*-là englobe de nombreuses communautés linguistiques, et les modes de vie restent jusqu'ici ceux des royaumes plus ou moins étendus — le pouvoir politique ne dépassant pas le territoire occupé par le groupe. Alors, dans ce contexte déjà multilingue, l'orientation de la politique linguistique des Allemands étonne : au lieu de l'allemand, c'est le duala qui devient la principale langue de travail. D'autres langues locales sont progressivement utilisées, notamment dans leurs cadres géographiques respectifs, là où le duala est moins parlé. Des stations missionnaires destinées à l'évangélisation servent aussi de lieux d'enseignement des langues locales. Seulement, cet idéal multilingue finit par agacer des administrateurs allemands, car une marginalisation de l'allemand est à craindre. L'administration allemande lance alors une politique de germanisation, afin de former des cadres autochtones parlant l'allemand. Mais la germanisation piétine. Une mesure coercitive essaiera de réduire l'influence du duala et du pidgin-anglais : c'est l'arrêté du 25 avril 1910 selon lequel « Seul l'allemand doit être utilisé dans toutes les écoles à l'exclusion de toute autre langue européenne ou locale ».

Malheureusement, la germanisation sera de courte durée, car, en 1915, les troupes françaises et britanniques s'emparent de toute la région côtière, leurs forces de frappe conjuguées poussent les Allemands à abandonner le *Kamerun* en février 1916. À la suite de la défaite de l'Allemagne à la Guerre 1914-1918, Français et Britanniques établissent au *Kamerun* un condominium qui dure de 1916 à 1922 — au-delà du premier conflit mondial.

UN AIR DE LIBERTÉ LINGUISTIQUE SOUS L'INDIRECT RULE BRITANNIQUE

Comme par coïncidence, le *Cameroons*⁴ britannique est frontalier à une autre colonie britannique, le Nigéria. Probablement pour se faciliter la tâche, la puissance intègre totalement son nouveau petit territoire à la grande colonie voisine. Seulement, le Nigéria est une colonie, alors que le *Cameroons* est à l'époque un territoire sous mandat de la Société des Nations (SDN) — et sous tutelle de l'ONU par la suite. Ainsi, ce sont deux territoires aux statuts juridiques internationaux bien distincts (*Nigeria* et *Cameroons*) que la Grande-Bretagne joint et sur lesquels elle applique l'*indirect rule*. Ce mode d'administration consistant, par principe, en une politique plus ou moins flexible, les langues des peuples installés dans cette portion de l'ex-*Kamerun* y trouvent un facteur d'épanouissement. Libre cours est donné à la promotion de l'enseignement des langues locales et de l'arrimage de l'école aux réalités locales : « Il n'y avait aucune politique de monolinguisme anglais, ni explicite ni implicite » (Tadadjeu 25).

⁴ À cette époque-là, le terme utilisé était « The Cameroons », parce que le territoire était en fait divisé en deux entités autonomes : Northern Cameroon (rattaché au nord du Nigeria) et Southern Cameroon (rattaché au sud du Nigeria).

Dès la mise en application du condominium franco-britannique, des missionnaires exerçant dans le *Cameroons* (protestants suisses et allemands de la mission Bâle, baptistes anglais et américains, et pères Milhills de la mission catholique) maintiennent la relative diversité linguistique développée au cours du protectorat allemand. Ceci étant, le fait que l'allemand fasse partie de cette diversité linguistique poussera le Résident britannique de Buéa⁵ à prendre des mesures favorables à l'anglais. Entretemps, la classe intellectuelle du *Cameroons* britannique qui émerge dans les années 1930 réclame de participer aux côtés des chefs traditionnels, à la gestion des affaires publiques. Les intellectuels obtiennent, à la fin des années 1940, une réponse à leur revendication : la mise sur pied du Local Government Board, conseil de gouvernement autonome. Curieusement, en 1958, le gouvernement du *Cameroons*, pourtant autonome, produit un arrêté-circulaire interdisant l'enseignement des langues locales : « Although the Mother tongue of children may be used to assist in instruction, English is to be the medium of instruction in primary schools and all textbooks used are to be in English » (Stumpf 83).

L'ASSIMILATION LINGUISTIQUE SOUS L'ADMINISTRATION FRANÇAISE

À la logique de la violence physique, s'ajoute un autre type de violence, plus pernicieux et fort révélateur d'une volonté de reformatage des civilisations dites indigènes. Nonobstant son statut spécial de territoire sous-tutelle de l'ONU, et séparé de l'Afrique-Équatoriale française (AEF) constituée de colonies dans le sens propre du terme, le *Kamerun* est administré « pire qu'une colonie » (Kanmogne 28). Jusqu'à l'autonomie partielle accordée le 10 mai 1957 au Cameroun sous administration française – suite aux pressions des nationalistes locaux –, l'assimilation linguistique est marquée par des interdits (Klinkenberg 16).

Grâce à la témérité des missionnaires apparemment soucieux du salut des âmes indigènes, des écoles de brousse ou écoles vernaculaires axées sur l'enseignement clandestin des langues bulu, bassâ, éwondo, duala, mādũmbà, etc., fonctionnent tant bien que mal. Cela étant, une méfiance est longtemps entretenue envers ces missionnaires soupçonnés d'avoir le fusil sous la soutane, avec pour objectif : assurer la réussite de la colonisation en vidant les indigènes de leurs substances identitaires ou culturelles — une dépersonnalisation que ces derniers traîneraient avec eux jusqu'aux indépendances et même à l'ère dite postcoloniale. Justement, une conséquence du *statu quo* linguistique en postcolonie est la rareté, voire l'inexistence des langues camerounaises dans les combinaisons linguistiques des traducteurs dits professionnels. Un fait qui nourrit l'idée d'une décolonisation encore à parachever...

TRADUIRE AU CAMEROUN : L'ÉTRANGER EXOGÉNÉITÉ DES LANGUES DE TRAVAIL...

Il suffit de scruter les combinaisons linguistiques des traducteurs et interprètes fonctionnaires au Cameroun pour se rendre compte de la politique linguistique de l'État dit « souverain » : anglais/français. L'obsession de l'unité nationale, la peur du repli identitaire et la supposée complexité de la multiplicité des langues locales reviennent assez souvent pour justifier la frilosité institutionnelle en la matière. Et pourtant, le bon sens aurait voulu que soit ajoutée à ces deux langues européennes au moins une langue

⁵ L'administrateur en chef de la colonie était appelé « résident », et à cette époque-là, le résident avait comme poste de travail la ville de Buéa, capitale du territoire alors colonisé.

camerounaise. Cette vision cadre bien avec l'idéal du « trilinguisme extensif » de Tadjadjeu, une autre idée de politique linguistique spécifique au *Cameroon* visant à réduire le fossé existentiel entre l'héritage linguistique colonial et l'héritage linguistique ancestral.

HÉRITAGE ANCESTRAL VS HÉRITAGE COLONIAL : POT DE TERRE CONTRE POT DE FER ?

L'âge d'or des langues camerounaises remonterait, curieusement, à l'époque coloniale, avec des missionnaires étrangers très actifs dans la valorisation des dites langues locales. La flamme est quelque peu maintenue aujourd'hui, grâce aux travaux de la Société internationale de Linguistique (SIL). La curiosité ici est que ce soit l'étranger qui montre plus d'intérêt envers les langues camerounaises. Fort heureusement, par le passé, à l'ère de l'administration étrangère, une entreprise endogène dans ce même élan a donné la preuve que des initiatives peuvent aussi être prises de l'intérieur : il s'agit de la conception et de la création de l'écriture shū-mom, œuvre non pas du missionnaire occidental, mais du roi des Bamoun, le sultan Njoya. Cependant, cet élan endogène n'est apparemment pas poursuivi en postcolonie.

Le cloisonnement qui existe entre le français et l'anglais d'une part, et les langues camerounaises d'autre part est étanche. Au Cameroun, pays des Foulbés, pays des Bantou, la transmission des connaissances s'effectue en français et/ou en anglais, ce qui dévoile l'option institutionnelle de l'exolinguisme. Il a fallu attendre 1996, avec la loi n° 96/06 du 18 janvier de cette année, révisant la Constitution du 2 juin 1972, pour que soit évoquée la question des langues nationales dans la constitution du pays : « La République du Cameroun adopte l'anglais et le français comme langues officielles d'égale valeur. Elle garantit la promotion du bilinguisme sur toute l'étendue du territoire. Elle œuvre pour la protection et la promotion des langues nationales ».

Dans cette disposition constitutionnelle persiste une politique à géométrie variable, bien que l'on note quelques prudentes avancées comme la création d'un département des langues et cultures camerounaises à l'École normale supérieure (ENS) — formatrice des enseignants du secondaire — ainsi que l'introduction de quelques langues locales, à titre expérimental, dans quelques établissements. Toutefois, le tempo, jugé plutôt assez lent, contraste avec la diligence dont bénéficient les langues étrangères, et au bout du compte, en 2022, le Cameroun se retrouve avec des traducteurs professionnels au service du seul héritage colonial.

DU TRADUIRE EXOLINGUE...

Les conclusions d'une enquête que nous avons menée auprès des traducteurs employés dans la fonction publique camerounaise font état de ce qu'aucune langue camerounaise ne se trouve parmi les langues de travail. À l'École supérieure de traducteurs et interprètes (ASTI) où sont modelés ces professionnels, les autres langues qui sont injectées dans le programme de formation viennent toujours de l'extérieur : espagnol, allemand, arabe. Dans un pays multilingue où la politique linguistique se limite plus ou moins au tandem anglais/français, les établissements formateurs des professionnels des pratiques traductives ne peuvent qu'être orientés vers le bétonnage du seul bilinguisme officiel. Rien de surprenant au fait que les combinaisons linguistiques majeures dans le cadre de la formation soient : l'anglais vers le français et le français vers l'anglais.

Des propositions mélioratives sont faites pour que la politique linguistique globale au Cameroun soit en phase avec le paysage linguistique réel du pays. C'est le cas du « trilinguisme extensif » (Tadadjeu) qui vise à faire du Camerounais de demain — citoyen lambda ou agent traduisant — un trilingue, tout au moins, ayant un répertoire fait de l'anglais, du français et d'au moins une langue camerounaise. Les Camerounais n'étant certainement pas des Français ou des Anglais, il faut absolument une marque d'authenticité. Et qui dit authenticité, dit exception culturelle. C'est justement ce à quoi s'attèle l'élite bamiléké-mèdûmbà, linguistes et traducteurs natifs, afin que les filles et fils de cette nationalité puissent accorder au mèdûmbà la même attention — sinon plus — que celle accordée, par la force des choses, au français et/ou à l'anglais.

EXCEPTION CULTURELLE EN PAYS BAMILÉKÉ

Il y a des langues au Cameroun, et il y a les langues du Cameroun. C'est en opérant ce distinguo que des acteurs locaux et d'ailleurs échafaudent courageusement, sans le moindre soutien institutionnel, des politiques linguistiques complémentaires — ou clandestines — en vue de la valorisation des langues du Cameroun. L'outil le plus en vue dans cette correction de l'histoire c'est le Comité de langue, une sorte d'instrument de veille agissant comme gardien de l'héritage culturel ancestral, mieux une réplique d'académie de langue, qui a pour tâches d'aménager et de vulgariser des langues nationales. Le mèdûmbà est bénéficiaire de cette éthique correctrice, grâce aux travaux du CEPOM.

INSTRUMENT DE VEILLE : LE CEPOM ET L'ENGAGEMENT

« L'arbre ne s'élève qu'en enfonçant ses racines dans la terre nourricière »⁶ : tel est le slogan officiel ou la *devise* du CEPOM. Il s'agit de garder la culture et la langue mèdûmbà bien vivantes et épanouies, dans un contexte où l'héritage linguistique colonial garde jalousement la part du lion. Au-delà de la langue, c'est toute une identité culturelle qu'il convient de préserver en mettant sur pied et en faisant fonctionner un mécanisme de promotion et de vulgarisation. Le CEPOM est une brave initiative communautaire. Au commencement, les porte-flambeaux de ce sursaut d'orgueil sont alors des étudiants dotés d'une fibre identitaire avérée, à une époque où évoquer les langues nationales revenait à marcher comme sur des œufs.

UNE BRAVE INITIATIVE COMMUNAUTAIRE...

À la création du CEPOM, la liberté d'association n'existait pas au Cameroun. Le CEPOM a tenté plusieurs fois de se faire reconnaître par le gouvernement, en vain. Ainsi, du 20 décembre 1973 au 26 mai 1992, le CEPOM fonctionne pendant 19 ans sans aucune couverture légale. Il a fallu négocier avec les préfets et sous-préfets successifs pour mener les activités du CEPOM dans le Ndé et même ailleurs. (Mbetbo 36)

Un des plus anciens comités de langue au Cameroun, le CEPOM, sigle défini à sa création comme *Comité étudiantin pour la production des œuvres mèdûmbà*, a comme fondateurs trois étudiants, justement, inscrits à l'ENS de Yaoundé : Pierre Mopelt Mbetbo, René Tondji Simen et Samuel Tchouakeu.

⁶ Du poète sénégalais Birago Diop.

L'initiative estudiantine sera soutenue par la communauté d'origine, dans un mouvement d'ensemble où agit non seulement la fidélité à l'identité culturelle, mais aussi le culte de l'héritage religieux. C'est qu'en fait, les travaux sur la langue m̀̀d̀̀mb̀̀ n'ont pas débuté avec le CEPOM : à l'ère de l'administration étrangère, c'est le couple de missionnaires protestants, les pasteurs Dieterlee qui enclenchèrent la codification de la langue, vers 1924 — œuvre qui sera poursuivie par toute la mission évangélique une fois proclamée l'indépendance du Cameroun.

Puisque le projet est avant tout communautaire et inscrit dans la défense de l'identité m̀̀d̀̀mb̀̀ symbolisée par la langue, l'impact est concret sur le culturel. À titre d'illustration, c'est la célébration du premier anniversaire de la dédicace de *Ntshob Nsi* (*La Bible* en m̀̀d̀̀mb̀̀) le 1^{er} juillet 1995, qui sera baptisée « Festival en m̀̀d̀̀mb̀̀ » et se muera par la suite en une saga culturelle. Le Festival des arts et cultures m̀̀d̀̀mb̀̀ (FESTAC M̀̀d̀̀mb̀̀) est ainsi devenu un rendez-vous culturel donnant l'occasion au peuple m̀̀d̀̀mb̀̀ de célébrer sa culture et sa langue. Depuis lors, des événements à caractère culturel constituent autant d'opportunités pour le CEPOM de poursuivre l'œuvre de promotion de la civilisation du terroir afin que celle-ci soit bien présente au rendez-vous planétaire du donner et du recevoir.

À L'AUBE D'UN CLIMAT MONDIAL DÉLÉTÈRE

Cet engagement communautaire n'est pas né *ex nihilo* ; c'est en réaction au danger que fait peser la marche du monde sur la langue m̀̀d̀̀mb̀̀. Cet engagement s'apparente ainsi à un devoir de veille que Guidère qualifierait de « stratégique ». En conséquence, l'initiative communautaire prend tout bonnement l'allure d'un combat pour la préservation d'une identité culturelle, puisque la langue véhicule la culture (on ne le dira jamais assez...). Et c'est une bataille contre deux adversaires, à savoir des goulots d'étranglement se développant de l'intérieur et surtout une puissance hégémonique venant de l'extérieur.

Avec le développement technologique et la circulation rapide des êtres humains aux quatre coins du globe, on a l'impression que la planète s'est rétrécie pour devenir un grand village. Les « opérations militaires spéciales » de l'armée russe sur le territoire ukrainien sont suivies instantanément dans le monde entier, suscitant de l'émoi. Un virus pernicieux parti d'un coin reculé de la Chine se répand à travers le monde à une vitesse phénoménale, suscitant la mobilisation de toute l'humanité. En fait, la mondialisation, dans son fondement, est un idéal salubre, du fait de son principe de rapprochement des peuples et du dialogue des cultures du monde. Toutefois, le sentiment de déception proviendrait du fait que l'idéal du village planétaire se soit progressivement corrompu, engendrant une sphère dans laquelle seules *se mondialisent* des civilisations supposées puissantes.

Le monde serait-il fait de « mondialisateurs » et de « mondialisés »⁷ ? Si le traducteur bantou au Cameroun a comme seules langues de travail le français et l'anglais, sans aucune trace du m̀̀d̀̀mb̀̀ ou du boulou parmi ses langues de travail, c'est parce qu'il vit dans un monde où des civilisations dites puissantes l'ont obligé à miser exclusivement sur les langues et les cultures supposées puissantes. Pire encore, les institutions nationales semblent prendre acte (à leur corps défendant ?) de cette logique glottophage et culturocide. Face à cette mondialisation à sens unique, le CEPOM se dresse. La langue et la culture bamiléké-m̀̀d̀̀mb̀̀ ont aussi droit de cité dans l'ordre linguistico-culturel mondial. Voilà

⁷ Le « mondialisateur » est le centre dominant, et le « mondialisé » la périphérie consommatrice passive ou impuissante des faits de culture issus dudit centre... C'est là le schéma simplifié d'une mondialisation dite à sens unique.

mədũmbà impulse, en fin de compte, une certaine convergence des signifiés. En 2002 paraît un lexique bilingue français/mədũmbà de 3 312 mots de chacune des deux langues. Le document a pour titre : *Swanda Mədũmbà*. « Swanda » signifie « balai ». Au village, cet outil fabriqué à partir de la fibre principale des feuilles de palmier permet de mettre la propreté dans la concession. C'est le rôle attribué à l'ouvrage en question : instaurer la clarté, la visibilité, l'épanouissement... Bref « le *Swanda Mədũmbà* rendra service à tous ceux qui s'intéressent à la culture mədũmbà tel un véritable *balai* » (Mbetbo IX).

DE LA DIDACTIQUE LANGUE-CULTURE

Le référent culturel mədũmbà s'observe aussi dans la désignation des mois de l'année ; la dénomination dont il est question ici s'articule autour de l'activité agricole, à différentes étapes :

- « Janvier » se dit : « *Mbwəngà* » (feu de brousse). Il s'agit de la période consacrée à la combustion des plantes ou des herbes asséchées.
- « Février » se dit « *Nkagná* » (défricher). Il s'agit du moment de préparer le sol à recevoir les semences.
- « Mars » se dit « *Njwĩdɔ* » (semer, planter). Il s'agit de la période où on sème, la terre étant fécondée grâce aux premières pluies qui arrosent le village.
- « Avril » se dit « *Ntəjmbwə* » (attacher la chèvre). Il s'agit de la période où les herbivores sont immobilisés pour sauver les jeunes plantes qui poussent déjà en cette petite saison des pluies.
- « Mai » se dit « *Nsóná* » (sarcler). Il s'agit de la période précise, les cultivateurs protègent leurs cultures vivrières en pleine croissance contre de mauvaises herbes qui poussent, elles aussi, du fait des premières pluies, d'où le sarclage.
- « Juin » se dit « *Dwəgnkən* » (légumes de pois) ; en plein milieu d'années, les légumes de pois sont les premiers produits maraîchers à être récoltés.
- « Juillet » se dit « *Ntəngəfələ* » (trouer/percer l'épi de maïs) ; vacances scolaires riment avec récoltes des épis de maïs frais. Auparavant, il faudra s'assurer que l'épi de maïs est bien arrivé à maturité ; alors, on écarquille un tout petit peu la membrane verte recouvrant l'épi pour s'assurer de la maturité des graines.
- « Août » se dit « *Ncò'cu* » (cueillette). Il s'agit des arbres fruitiers et oléagineux, notamment le safoutier, qui sont très sollicités en cette saison des pluies.
- « Septembre » se dit « *Njəgɔ* » (sécher, conserver). Les produits comme le maïs et les épices sont séchés dans la cour ou conservés au grenier.
- « Octobre » se dit « *Bə'nswə* » (igname frais). À cette période, les semences d'igname mises en mars, en ressortent sept mois plus tard bien sous forme de tubercules volumineux et frais.
- « Novembre » se dit « *Nsónandɔ* » (petit sarclage). Il s'agit de la période des petites activités champêtres régénératrices pour le sol épuisé.
- « Décembre » se dit « *Ntədogməsəŋə* » (oiseau migrateur). La saison sèche est de retour et des familles d'oiseaux migrateurs sont de passage, annonçant l'avènement d'un nouveau cycle agricole.

Cette volonté d'authenticité frise le purisme linguistique, à voir avec quel acharnement le CEPOM impose aux locuteurs de ne plus introduire dans le lexique mədũmbà des mots issus de l'anglais ou du pidgin-anglais. En voici une illustration :

Enseignant(e) = *Ngətswītə* (celui/celle qui enseigne) en lieu et place de « *ticha* » (teacher)

Boutique = *Ndantana* (salle du marché) en lieu et place de « *fatrè* » (factory)
 Quartier = *Tāŋla'* (parcelle du terroir/village) en lieu et place de « *Toŋ* » (town)
 Gouvernement = *Nsa'ngo* (l'équipe dirigeante du pays) au lieu de « *ngóbnà'* » (government)
 Caniveau/drain = *Fùbntsĩdmbàŋ* (chemin de l'eau de pluie) contre « *watalɔd* » (water road)
 Famille = *Tũnnda* (fondation de la maison/du ménage) au lieu de « *fami* » (family)
 Avocat = *Nkwēnta* (celui/celle qui défend une cause) en lieu et place de « *Lɔyà* » (lawyer)

C'est dans cette perception de la langue comme véhicule par excellence de la culture, que la désignation des concepts qui naissent continuellement permet au mɛ̀dũmbà de se mettre à jour, tout en restant authentique. Cela vaut pour toutes les langues, mais lorsqu'on a affaire au mɛ̀dũmbà spécifiquement, l'expression « terminologie culturelle » ne donne pas l'air d'un pléonasme.

TRAVAUX TERMINOLOGIQUES : LE MEDUMBA S'ACTUALISE EN PERMANENCE

La terminologie culturelle [...] a pour objectif principal l'appropriation de nouveaux savoirs et savoir-faire qui arrivent dans une société donnée. Elle permet à cette société de trouver le mot juste pour exprimer chaque concept nouveau en puisant ses ressources linguistiques dans sa propre culture et selon sa propre perception du réel (Diki-Kidiri 15).

Voici des exemples tirés de *Swanda mɛ̀dũmbà : lexique français-mɛ̀dũmbà* (Tchana) :

Français	Mɛ̀dũmbà
Ordinateur	<i>Lõŋnkun</i>
Internet	<i>Kõŋnkun</i>
Base de données	<i>Ntānkun</i>
Téléphone	<i>Kab</i>
Téléphone portable	<i>Kabzib</i>
Lave-linge	<i>Lõŋzwə</i>
Crédit de communication	<i>Ncēmkaβə</i>
Informatique	<i>Nkũnvə ; ncobvə ; fǎ'və</i>
Climatisation	<i>Ntāmfiag</i>
Congélateur	<i>Ntānywìn</i>
Avion	<i>Saŋvə</i>
Satellite	<i>Vəsa</i>

Si le CEPOM crée un mot comme « *Kõŋnkun* » pour désigner Internet, c'est avant tout pour pouvoir parler mɛ̀dũmbà quand il est question des nouvelles technologies de l'information et de la communication – pour paraphraser Diki-Kidiri (29). En fait, « l'observation empirique de nombreux exemples nous permet de constater que chaque fois que l'homme est confronté à une réalité nouvelle quelle qu'elle soit, il va spontanément rechercher dans les archives de sa culture les archétypes référentiels qui lui permettront *a priori* d'interpréter [la] nouveauté » (Diki-Kidiri 28).

Seulement, il ne suffit pas d'actualiser le lexique de la langue ; encore faut-il introduire ces mots nouveaux dans l'usage. En plus des médias classiques, des réseaux sociaux et autres nouvelles

technologies, il y a un outil qui sert à assurer ce que Gaudin (33) entend par « circulation sociale des termes » ou « démocratie cognitive » : c'est le *translatum*.

LE MEDUMBA S'EST OUVERT À LA TRADUCTION...

La place de choix réservée aux pratiques traductives (Comité de traduction) dans l'organigramme du CEPOM démontre qu'à Bangangté, on a compris que « la puissance d'une langue se manifeste dans son ouverture à la traduction (Gendreau-Massaloux 159). Il s'agit de l'aptitude du mèdeumbà à la fois à interagir avec d'autres langues et à s'enrichir via des aménagements terminologiques. La complémentarité entre la terminologie et la traduction n'est plus à démontrer : au-delà de l'élaboration des glossaires, la traduction des documents est effective au sein du CEPOM et les traducteurs mèdeumbà ont bien évidemment recours au matériel lexical actualisé. Des textes de sensibilisation, des textes officiels, des recettes de cuisine, etc., font l'objet de traduction, avec tout ce que cela comporte comme usage des approches théoriques et autres « procédés techniques » (Vinay et Darbelnet) bien connus en traductologie. La traduction en mèdeumbà d'un texte de sensibilisation (*La diarrhée : comment la traiter à la maison/Konɲàm : mb'a bə bo yatə konɲàm nda la*) en offre des illustrations.

Voici un exemple d'emprunt qui est un procédé direct :

Français	Mèdeumbà
On trouve les éléments nutritifs qui reconstruisent le corps (les protéines) dans le poulet, l'œuf, la viande cuite sans adjonction de graisse ou d'huile, les graines de soja, le haricot cuit et écrasé, le poisson.	<i>Cu bôn cu tsə men zə konɲàm ya i ju, mb'a' lǒ' wud ndə la li (cū nzile) mbab ngab, mbūm ngab, mbab bo na kə mved, kə nzid la, soja, nkūn natswə'ə, ngõntsə.</i>

Voici un exemple de modulation qui est un procédé oblique :

Français	Mèdeumbà
Un enfant malade a besoin de nourriture.	<i>A bwə nəkə mfa jūju men z'a cwəd ngô nə.</i> (traduction littérale : Il est bon de donner à manger à un enfant malade)

L'œuvre de traduction qui peut être considérée comme la plus importante est *Ntsob Nsi (La parole de Dieu)* publiée en 1993. Cette version mèdeumbà de *La Bible* comprend deux grandes parties : *Njwèn Kàn (Ancien Testament)* et *Kàn Swə (Nouveau Testament)*. Interrogés sur les techniques de traduction de *La Bible* de FR vers MÈ, notamment sur la gestion des disparités géoculturelles entre le territoire mèdeumbà (LA) et l'aire judéo-chrétienne (LD), deux membres⁹ de l'équipe qui a traduit *la Bible* en mèdeumbà ont répondu :

[...] On regroupait les résultats de tous les comités, et on se retrouvait pour analyser, disséquer et choisir le mot qui convenait le mieux. On peut d'ailleurs citer le cas du sycomore dans la *Bible* : « [Zachée] courut en avant, et monta sur un sycomore pour voir [Jésus], parce qu'il devait passer par là ». Cela a été rendu en

⁹ François Nkwilang et Paul Njanja Tchakounté, personnes-ressources, répondant à nos questions en 2015 au Centre culturel mèdeumbà sis à Bangangté.

mədâmbà par : « [Sakiō] *kù nde nèn mbwe, nko' num mo' tù fènggab num neyen Yesus, nummbe a nsi tshùà bwe* »¹⁰. Or l'arbre *fènggab* n'est pas le sycamore... Le *fènggab* c'est un arbre de chez nous, mais qui ressemble à cet arbre du désert appelé sycamore. Quand vous êtes d'accord avec vous-même et que vous vous faites comprendre de votre lectorat, vous avez réussi votre traduction.

Le rôle que les pratiques traductives jouent dans l'épanouissement des langues et, par ricochet, des cultures n'est plus à démontrer. L'engagement et la créativité dont font montre ces traducteurs natifs bamiléké-mədâmbà dans la valorisation de leur héritage ancestral sont à la mesure de l'enjeu. Et ce n'est pas une partie de plaisir, puisqu'ils évoluent dans un univers où des langues venues d'ailleurs ont la faveur des visions toujours alimentées par un résiduel de formatage colonial : « nous les aînés avons été quelque part prisonniers des cultures étrangères en oubliant de nous contenter de développer les nôtres. [...] On ne peut pas développer un pays comme le nôtre sans la langue locale. », ont ajouté Nkwilang et Njanja lors du même entretien oral en 2015.

Fort heureusement, le Cameroun se trouve dans une ère où les pouvoirs publics ont décidé de laisser des communautés prendre des initiatives dans le cadre du développement des langues camerounaises — tout cela sous surveillance à distance, bien évidemment. Mais à une certaine époque plus ou moins révolue, ces avis exprimés par Nkwilang et Njanja, membres influents du CEPOM, seraient taxés de subversifs.

CONCLUSION

Tout ce qui précède suscite une question : l'éthique corrective du CEPOM est-elle subversive ? D'aucuns répondront par l'affirmative, si la politique du bilinguisme officiel est délibérément élaborée et implémentée pour faire ombre aux langues locales, même subtilement. Dans ce cas de figure, les initiatives du CEPOM vont contre la ligne dictée par les pouvoirs publics et, alors, il y a subversion ou rébellion.

D'autres répondront par la négative, arguant que la gouvernance du Cameroun, sur la gestion de la communication multilingue postcoloniale, présente bien des ouvertures à la promotion des langues camerounaises : la constitutionnalité affirmée de la promotion des langues nationales, la formation des enseignants de langues et cultures camerounaises à l'ENS, et des cours expérimentaux de quelques langues locales ci-et-là. Vu sous cet angle, ce que fait le CEPOM est complémentaire (l'État seul ne pouvant tout faire, enseigne le dicton), puisqu'il s'engouffre dans la brèche ainsi ouverte. Mieux, le CEPOM ne se demande pas ce que l'État peut faire pour lui, mais ce qu'il peut faire pour l'État.

Dans tous les cas, l'enjeu est de taille : c'est l'affirmation de l'identité intrinsèque du peuple Bamiléké-Mədâmbà, preneur lui aussi — au même titre que les quelque 6000 autres communautés linguistiques dans le monde — des libertés linguistiques qui constituent un sous-ensemble des droits humains. C'est donc une nécessité. Alors, pour un CEPOM engagé et créatif, nécessité fait loi.

¹⁰ Cet extrait en français est tiré de *La Sainte Bible, Nouveau Testament*, Luc 19-4 (1048) et la version traduite est tirée de la Bible en langue mədâmbà, *Ntshob Nsi* (1993), *Kàn Nswə*, Lukas 19-4 (88).

BIBLIOGRAPHIE

- Bostoën, Koen et Claire Grégoire. « La question bantoue : bilan et perspectives. » *Mémoires de la Société de Linguistique de Paris*, Nouvelle Série XV, 2007, pp. 73-91.
- Diki-Kidiri, Marcel. « Eléments de terminologie culturelle. » *Terminologie, culture et société* (Cahiers du Rifal), 2007, pp. 14-25.
- Eberhard, David, Gary Simons et Charles Fennig, éditeurs. *Ethnologue: Languages of the World*. SIL International, 2019, <http://www.ethnologue.com>.
- Essomba, Joseph-Marie. « L'histoire ancienne du Cameroun est-elle possible ? » *La recherche en histoire et l'enseignement de l'histoire en Afrique centrale francophone*, édité par Joseph-Marie Essomba, Université de Provence, 1997, pp. 17-31.
- Gaudin, François. *Socioterminologie : une approche sociolinguistique de la terminologie*. De Boeck, Duculot, 2003.
- Gendreau-Massaloux, Michèle. « Traduire, c'est faire vivre une langue. » *Traduction et mondialisation*, édité par Dominique Wolton, 2010, pp. 157-163.
- Guidère, Mathieu. *Traduction et veille stratégique multilingue*. Le Manuscrit, 2008.
- Kanmogne Tamuedjon, Jean-Claude. *La colonisation et le Cameroun contemporain. Cinquante ans après l'indépendance et la réunification*. L'Harmattan, 2012.
- Klinkenberg, Jean-Marie. *La langue et le citoyen*. PUF, 2001.
- Mbetbo, Pierre-Mopelt. *Zəmäté Kūm və mədūmbà*. CEPOM, 2005.
- Moeschler, Jacques et Auchlin, Antoine. *Introduction à la linguistique contemporaine*. Armand Colin, 2009.
- Njanja, Pierre. *Nəta' mədūmbà*. CEPOM, 1991.
- Nkwilang, François. *Ba'fun mədūmbà*. Bangangté, CEPOM, 1998.
- Nsapngun, Yves. *Ngàkà mədūmbà*. CEPOM, 2012.
- Stumpf, Rudolf. *La politique linguistique au Cameroun de 1884 à 1960 : comparaison entre les administrations coloniales allemande, française et britannique et du rôle joué par les sociétés missionnaires*. Peter Lang, 1979.
- Tadadjeu, Maurice. « Le facteur linguistique du projet social camerounais. » *Journal of West African Languages*, vol. XVII, no. 1, 1987, pp. 23-34.

Tadadjeu, Maurice. « Pour une politique d'intégration camerounaise. Le trilinguisme extensif. » *Actes du colloque sur l'identité culturelle camerounaise*. MINFOC, 1985, pp. 187-201.

Tchana, Thomas. *Swanda m̀̀d̀̀mb̀̀. Lexique français — m̀̀d̀̀mb̀̀*. CEPOM, 2002.

Vinay, Jean-Pierre et Jean Darbelnet. *Stylistique comparée du français et de l'anglais*. Didier, 1977.